

NOTE

A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

OBJET : Question ouverte : qu'a retenu l'opinion sur la Grèce ?

1. Une incontestable victoire pour le Président et pour la France...

L'action du PR et du gouvernement est saluée :

« Le gouvernement s'est démené, ils arrivent quand même à avoir une entente politique entre pays européen » (PS) / « L'accord avec l'Union européenne et l'action de François Hollande qui a permis de trouver cet accord » (PS)

L'affirmation d'une vision de l'Europe également :

« Si on est pour l'Europe et qu'il y en un qui part, ça ne correspond plus à rien. Ensuite les autres pays peuvent en faire autant. » (PS)

« Nous faisons partie de l'Union européenne, et comme son nom le dit c'est une Union. On devrait se serrer les coudes, s'entraider, mais au contraire on se tire dessus les uns les autres. Chacun essaye de prendre sa part du gâteau, même s'il doit laisser tomber les autres. » (PS)

On trouve assez peu de critiques directes :

- la critique d'une **austérité** imposée à la Grèce est peu présente au PS. On la voit surtout à la **gauche de la gauche**.

« Ils ont voulu mettre le peuple grec à genou. Ils font tout pour avantager les banques, aucune solidarité. Hollande se dit satisfait, mais il s'est conduit comme un voyou, il a choisi le camp du fric. » (FdG)

- les débats médiatiques sur notre **ralliement à une position allemande n'ont pas pris** : 42% pensent que nous avons eu une position équilibrée, 24% que nous avons été trop en faveur du gouvernement Grec (34% des sympathisants de droite), 29% trop proche du gouvernement allemand (29% à gauche, 42% de la gauche radicale).

La tendance s'est même rééquilibrée par rapport à la semaine dernière, où les Français étaient plus nombreux à trouver notre position trop proche de celle de l'Allemagne.

- on ne trouve, dans les verbatims, **aucune trace des critiques de la droite sur une « mésentente » franco-allemande**. La semaine dernière, 55% des français pensaient que nous « *pouvions réussir à peser dans les négociations* ». L'essai est transformé : 59% pensent aujourd'hui que le Président et le Premier ministre « *ont réussi à peser dans les négociations* », dont 68% à gauche et 77% au PS. Mais sans éveiller les peurs d'une brouille avec l'Allemagne : l'image renvoyée a été celle d'une vraie négociation.

2. ...mais dont l'impact reste incertain et pourrait être temporaire.

Les effets sur la popularité paraissent mesurés (même si on en voit quelques traces). Les sujets internationaux et européens, loin du quotidien, ne sont pas au centre des préoccupations des Français.

On commence à noter un effet de saturation :

« L'abondance de l'affaire de la Grèce. On nous sert ça tous les jours, il n'y a plus que ça. » (PS)

« On entend que ça partout, ils nous gonflent avec cette affaire, comme si elle se passait chez nous » (SSP)

Déjà, dans les questions ouvertes sur les **attentes** concernant l'interview du 14 juillet, l'économie et le chômage arrivaient nettement en tête à 50% ; le terrorisme et les migrations à 20% ; la Grèce à 11%. Le sujet a certainement encore décru.

Deux hypothèques persistent :

- il reste **beaucoup d'interrogations sur le coût** :

« La Grèce qui ne rembourse pas sa dette. On a de l'argent en jeu. » (PS)

« Ou est passé l'argent qu'on leur a donné ? » (PS)

« Ils disent que si on prête de l'argent, ça veut dire que nous, les contribuables, on devra donner 650€ par famille. Déjà que la France est endettée elle-même, on a du mal à suivre les deux bouts » (SSP)

« On a déjà beaucoup de problèmes en France et on s'occupe à perdre de l'argent ailleurs » (FN)

Des interrogations renforcées par le sentiment d'une **accalmie temporaire** : seuls 28% des Français (37% à gauche) pensent que l'accord permettra à la Grèce de sortir de la crise. C'est **trois points de moins que la semaine dernière**. La tribune de DSK pourrait faire encore baisser ce score.

- des séquelles sur les **rapports de l'Europe et de la démocratie** :

« On est sous la botte de l'Europe, en Grèce ils vont morfler, comme nous après peut-être. » (PS)

« Il y a un referendum, ils ont votés non, et on a fait comme s'ils avaient voté oui. C'est curieux, comme en 2005. » (PS)

« On demande l'avis à la population et finalement on ne le suit pas » (Modem)

« On se fiche des peuples » (EELV)

« On écoute plus le peuple. C'est comme en France, même si le peuple vote non, de toute façon ils ont déjà leurs idées. » (FdG)

« M. Tsipras ressemble beaucoup à M. Hollande et Valls. Il n'écoute pas le peuple, il s'en moque complètement. Il fait un referendum et il n'écoute pas. S'il savait déjà ce qu'il allait faire, il n'avait qu'à pas faire de référendum » (SSP)

« Ceux qui donnent des leçons de démocratie sont incapables de respecter le vote du peuple » (FN)

➤ Des points ont été marqués :

- **une issue à la crise a été trouvée** - au moins de manière temporaire - et le cataclysme évité ;
- **preuve a été faite d'une relation équilibrée avec l'Allemagne : ni dans la confrontation, ni dans la soumission, mais dans une défense raisonnée et efficace de ses positions**. Cette position d'équilibre est une valeur en soi pour l'opinion (que jamais la droite n'avait réussi à atteindre).
- **des messages ont été passés sur le sens de l'Europe** (qui lui manque le plus).

- *L'évolution de la situation en Grèce sera à anticiper : si des difficultés surgissent, il faudra **prendre les devants** pour offrir notre explication avant d'être sur la défensive (l'opinion s'interrogera : ont-ils eu tort de faire confiance à la Grèce ? Ont-ils été naïfs, nous ont-ils menti ? Pouvait-on imposer des réformes à la Grèce ?).*

*Il paraît également important de **continuer à faire le récit** de ce qui se passe : montrer que tout est fait pour **aider Athènes** à respecter ses engagements tout en **veillant aux intérêts de la France** (peur de devoir in fine payer pour les Grecs).*

- *Enfin des signaux seront sans doute attendus sur le caractère démocratique du projet européen. Cette question sera surtout **déterminante à long terme** : si nous ne parvenons pas à imposer notre interprétation sur l'épisode grec (avons-nous respecté le « non » grec, ou manœuvré pour contourner le suffrage populaire ?), le malaise démocratique ne fera que grandir.*

*Nous pourrions montrer à la rentrée **des symboles ou des actes** qui ne reposent pas uniquement sur du meccano institutionnel (qui fait peu sens en soi et que l'opinion peine à comprendre) mais concrétisent notre vision de l'Europe (avancées sur les protections, sur des projets d'avenir, horizon et récit historique).*

Adrien ABECASSIS